COLL. 8°
468
1950-1à9

DÉPOT
ANNEXE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

000748478

Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste

Président : Édouard HERRIOT

Siège social : 1, place de Valois - Paris (1er)

★

ÉCONOMIE et FINANCES

★

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

RAPPORT DE POLITIQUE GÉNÉRALE

présenté au CONGRÈS

(DEAUVILLE, septembre 1950)

Coll 8° 468 (1950-6)

par

Félix GAILLARD

Député de la Charente, Ancien Ministre
Vice-Président de la Commission des Finances
Délégué de la France au Conseil de l'Europe

Coll. 8° 468 1950-6

Félix GAILLARD

54 269

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

Mesdames et citoyens,

VOTRE commission exécutive a décidé, cette année, de grouper dans un même débat deux rapports qui, jusqu'à présent, étaient traditionnellement séparés : celui de politique générale et celui de politique économique et financière.

Cette décision est opportune depuis que les événements internationaux ont véritablement transformé les données de la vie française, depuis que la guerre de Corée a éclaté dans le sommeil des nations occidentales, ainsi, comme le disait Stendhal, qu'un coup de pistolet dans un concert.

La guerre de Corée a cette conséquence première que tous les problèmes que nous pensions pouvoir résoudre au cours des années à venir, successivement, les uns après les autres, se posent désormais en même temps, et que tous les délais que nous pensions être des délais de plusieurs années sont maintenant devenus des délais de mois.

Nous avons désormais la tâche d'assurer simultanément : un niveau de vie décent pour notre peuple, la reconstruction de nos ruines, le développement de l'économie nationale, mais aussi et surtout, notre défense nationale.

C'est pourquoi questions politiques et questions économiques et financières sont plus que jamais confondues dans un seul et même problème national, qui est un problème de vie ou de mort. A tous ceux qui disent : « *Mon Dieu, nous pouvons assurer à la fois un niveau de vie supérieur au pays et nous pouvons, en même temps, l'armer; nous pouvons à la fois lui donner, selon une expression bien connue, du beurre et des canons* », je veux répondre aujourd'hui de la manière la plus nette, qu'il **y a une option nécessaire à faire** et que **ceux qui ne veulent pas de canons, bientôt n'auront plus de beurre.** (*Applaudissements.*)

Contre le " neutralisme "

Je veux, au début de ce rapport, dénoncer — en votre nom à tous, j'en suis certain — de la manière la plus formelle, ces illusionnistes qui, dans peu de temps, deviendront des attentistes, des neutralistes, en attendant de devenir, le cas échéant, des collaborateurs.

Il est impensable qu'une région du monde comme l'Europe occidentale, et la France en est le centre, qui a un si haut potentiel humain, un si haut potentiel industriel et un tel rassemblement de capacités humaines, puisse, étant désarmée, demeurer neutre et ne pas devenir fatalement l'enjeu de tel ou tel impérialisme. Si nous étions dans un désert, nous aurions la tranquillité du désert; mais avec la population qui est la nôtre, les industries qui sont les nôtres, les capacités techniques qui sont les nôtres, et celles, plus fortes encore de la Ruhr, **c'est véritablement un enfantillage ou un crime que de prétendre que nous pourrions rester indifférents lors d'un éventuel conflit qui mettrait en cause notre existence et notre indépendance, en un mot, la civilisation dont nous sommes les fils.** (*Applaudissements.*)

Dans la situation présente, nous devons nous poser tous ensemble, avec sérieux, avec gravité, la question de savoir quelle attitude vont prendre vos élus du Parlement. Croyez bien que, dans les mois qui vont venir, ces élus, conscients de leurs responsabilités se tourneront souvent en pensée vers vous pour comprendre vos souhaits et vos inquiétudes; les uns et les autres dictés par la sûreté d'instinct de ce qu'il y a de plus solide et de plus patriotique dans le pays républicain.

Le bilan depuis la Libération

Pour savoir ce que le parti radical doit faire, il n'est pas inutile de savoir ce qu'il a fait depuis la libération dans le domaine économique et financier.

Permettez-moi de faire une constatation sur le sort de la monnaie française depuis trente ans. Au lendemain de la première guerre mondiale, entre 1918 et la stabilisation de 1929, la monnaie française, le franc-or, le franc-germinal, a perdu 80 % de sa valeur. On peut dire que si nous avions gagné la guerre, nous avions perdu notre monnaie.

A peine la stabilisation obtenue, la France a été entraînée, avec beaucoup d'autres pays, dans la grande crise mondiale, puis dans une période de réarmement. Entre 1930 et 1940, la monnaie française perdait plus de la moitié de sa valeur de 1930. En 1938, elle ne valait plus le dixième de ce qu'elle valait en 1914.

Puis est survenue la deuxième guerre mondiale. Entre 1940 et 1948, la monnaie française a encore perdu 90 % de sa valeur de 1938, ce qui signifie que le franc français ne vaut plus que la deux-centième partie de ce qu'il valait en 1914.

Eh bien ! je veux dire qu'un pays a beau gagner des guerres il ne les gagne jamais tout à fait, si, à la suite de ces guerres, il n'a pas le courage de sauvegarder ce qui est la mesure de toutes les valeurs, ce qui est la garantie de l'équilibre social et de l'ordre politique, s'il n'a pas le courage de sauvegarder sa monnaie (*Applaudissements.*)

Les conséquences de l'inflation

Nous avons fait dans un passé récent plusieurs expériences extrêmement malheureuses. D'autres pays voisins, placés dans les mêmes circonstances que nous, arrivaient, au contraire, à sauver et leur monnaie et leur équilibre social et leur prospérité, alors que les nôtres étaient si gravement compromis. **Il ne faut pas se départir de cette idée fondamentale que les questions de défense monétaire sont des questions de défense politique, sont des questions de défense nationale.**

Or j'ai le droit de dire que, de tous les partis et groupements politiques français, **le parti radical est probablement le seul à avoir défendu sans un instant de faiblesse ces idées fondamentales et à avoir assumé sans hésiter les responsabilités gouvernementales** que leur mise en œuvre comportait lorsque cela lui a été demandé.

Il l'a fait sans redouter l'impopularité qu'il risquait d'en retirer sur le moment, alors même qu'il est actuellement un des partis les moins nombreux de l'Assemblée.

Nous devons en retirer une certaine fierté et nous aurons, pour cette raison, le droit de nous présenter la tête haute devant le corps électoral.

L'inflation, c'est, bien entendu, la ruine de toutes les classes moyennes; c'est la ruine de tous ceux qui ont gardé leur argent liquide, de tous ceux qui ont fait confiance à leur pays, de tous ceux qui ont prêté à l'Etat. Ce sont les rentiers, ce sont ceux qui ne pensent pas à emmener leur fortune sur leurs épaules; ce sont ceux qui ont des immeubles, des terres. C'est la ruine des commerçants, qui vendent certes leurs produits, mais, lorsqu'ils doivent les racheter, doivent trouver deux ou trois fois plus d'argent pour les payer. C'est aussi la misère des travailleurs, qui courent après les prix avec leurs salaires toujours en retard, car les prix, comme disait quelqu'un ,montent par l'ascenseur, tandis que les salaires montent par l'escalier.

Et je dirai simplement à tous ceux qui veulent toujours apporter des avantages sociaux à la classe ouvrière : « *Mais bien sûr, mais quel meilleur avantage pouvez-vous lui apporter que la stabilité monétaire ?* » (*Applaudissements.*)

La preuve en est que, dans l'Europe d'aujourd'hui, les seuls pays qui aient un parti communiste important sont les pays qui n'ont pas défendu leur monnaie en temps voulu : *La France et l'Italie.*

Il faut marquer que *notre parti* ayant à l'Assemblée nationale moins de 8 % des sièges, *a suivi*, au cours de ces dernières années, avec une fermeté sans défaut, **une politique qui était la seule politique réelle, la seule politique de progrès et la seule politique de défense des intérêts du pays.**

Et je me souviens d'un homme qui s'appelle Mendès-France...

Il disait ces choses à la libération et il était presque seul à les dire. On le qualifiait volontiers d'attardé, de rémanence du passé, de plésiosaure de la politique, de radical enfin. (*Rires*).

Il a fallu trois années de chutes accélérées de la monnaie pour qu'on comprit que c'est lui qui avait raison et pour qu'un autre radical rattrape cette monnaie au moment où elle allait s'écraser sur le sol : il s'appelle René Mayer, et il a arrêté cette chute à un moment où la France allait être en butte aux mêmes phénomènes de désintégration qu'avait connus l'Allemagne de 1923. Il l'a fait d'une manière courageuse, audacieuse, prenant des mesures impopulaires, mais aussi desserrant l'étau de toutes les réglementations de guerre, supprimant coup sur coup les rationnements et les taxations, rétablissant une certaine liberté des devises, rétablissant la liberté du marché de l'or; bref, réalisant dans tous les domaines tout le libéralisme compatible avec la situation économique internationale. (*Applaudissements.*)

Aide Marshall et Plan Monnet

Il faut croire que le proverbe qui dit « Dieu aide ceux qui s'aident » est vrai, car c'est cette même année que la France a eu simultanément la chance d'avoir les premières bonnes récoltes depuis de nombreuses années et de recevoir de l'Amérique *cette aide Marshall*, dont certains sont assez odieux pour critiquer les effets, alors que, véritablement, elle **a été doublement la manne, et l'élément moteur, qui a permis à notre économie nationale de démarrer rapidement.** (*Applaudissements.*)

Je dis que l'aide Marshall a été doublement un élément moteur. Son aspect le plus connu, ce sont ces produits, ces matières premières, ces machines, ce ravitaillement qui nous arrivent gratuitement.

Mais il y a un autre élément qui est aussi important, sinon davantage : la vente de ces produits fait rentrer dans les caisses de l'Etat de nombreux milliards de contre-partie en monnaie nationale. L'utilisation judicieuse de cette contre-partie constitue l'accomplissement le plus sérieux et le résultat le plus certain de ces dernières années, en matière économique. Grâce à ces fonds a pu être mis en œuvre le grand plan de reconstitution et de développement de l'économie française. Sans doute eût-on pu en réserver une plus large part pour les industries privées et pour l'agriculture. Il n'en demeure pas moins que c'est grâce au développement ordonné de nos ressources de base que l'ensemble de l'activité française a eu un si rapide redressement.

Ces équipements dans les secteurs de base de l'économie française ont été réalisés, non pas, comme on le dit trop souvent, grâce à des impôts perçus sur le contribuable français, mais grâce à des impôts perçus sur le contribuable américain.

Des dizaines de milliards eussent pu être ainsi dilapidés dans des dépenses électorales. Cela s'est produit dans d'autres pays.

En France, la contre-partie de l'aide Marshall a au contraire servi entièrement à faire progresser rapidement le volume de notre production et, par conséquent, le revenu national.

La réalisation du plan Monnet a permis de rendre sensible à la nation toute entière cette vérité élémentaire **qu'un pays ne progresse, ne trouve sa prospérité et sa stabilité que dans la mesure où il accroit chaque année son revenu national** et **qu'il ne peut accroître son revenu national que dans la mesure où il développe chaque année le volume de ses équipements, de ses installations d'outillage et de machines.** (*Applaudissements.*)

L'expérience Queuille

Et puis, je veux associer ici un troisième nom à cette œuvre de défense monétaire. C'est le nom du président *Queuille*. C'est lui qui, avec patience, avec acharnement, avec obstination, a défendu, contre les attaques qui venaient de toute part, le principe de l'équilibre des finances publiques, essentiel dans la défense de la monnaie. Il eut le courage de prendre avec la présidence du Conseil le ministère des Finances à une époque où il y avait pour ce poste bien peu de candidats. Et je crois que nous pouvons, à lui particulièrement, en être reconnaissants, car il a mené son travail à une époque où, les premiers résultats de la stabilisation se faisant déjà sentir, le courage et la volonté, eux, commençaient à se relâcher pour confirmer les premiers résultats. (*Applaudissements.*)

A l'aube d'une année nouvelle qui va être particulièrement difficile, nous avons tous le devoir de persévérer dans ce que j'appellerai notre œuvre, car elle fut particulièrement la nôtre. Avant de voir ce que nous devons faire et demander pour l'année 1951, je veux parler de ce qui s'est passé au cours de la présente année 1950.

1950 : Pas d'impôts nouveaux

Le congrès se souvient peut-être qu'à la fin de 1949 nous étions à la commission des Finances trois mousquetaires : *Mendès-France, Bourgès-Maunoury* et moi-même qui avons déclaré, fidèles à la volonté du congrès de Toulouse : pas d'impôts nouveaux.

Pas d'impôts nouveaux parce que les limites des facultés contributives des Français sont atteintes.

Pas d'impôts nouveaux parce que vous n'avez pas le droit de demander des sacrifices aux Français pour entretenir des dépenses sur lesquelles vous pouvez et devez faire des économies

Pas d'impôts nouveaux parce que, devant la tension internationale vous devrez faire un effort d'armement avant le temps que vous pensiez. Cet effort coûtera cher. Réduisez donc dès maintenant votre train de vie pour pouvoir le payer. En un mot, dans votre budget de 1950, pensez à 1951. La suite n'a fait que confirmer nos craintes et nos prévisions (*Applaudissements.*)

Notre effort conjugué a certes eu pour résultat d'obliger le gouvernement à réduire les impôts demandés de quelque 100 milliards.

Nous disions aussi : « *Pour aborder dans des conditions normales l'année* 1951, *il faut que nous assurions, au cours de* 1950, *l'expansion de notre économie, que nous augmentions le revenu national au cours de la présente année; car si le revenu national, c'est-à-dire le revenu de chacun, augmente, vous pourrez recevoir, sous forme d'impôts, une somme supérieure, sans accroître la charge, le pourcentage de cet impôt* ».

Je veux, à cet égard, donner un exemple qui est véritablement frappant, celui des Etats-Unis d'Amérique entre 1940 et 1945. Voilà un pays qui a réalisé le plus considérable et le plus rapide effort d'armement qu'on n'ait jamais vu de la part d'une nation. Ce pays s'est non seulement armé lui-même, mais il a armé le monde entier. Il l'a fait sans que le niveau de vie de chacun de ses habitants ait été atteint. Il l'a fait sans que sa monnaie ait perdu de sa valeur. C'est parce que, entre 1940 et 1945, les Etats-Unis d'Amérique ont vu passer leur revenu national de l'indice 100 à l'indice 180. Comment y sont-ils parvenus ? Parce que loin de sacrifier leur politique d'équipement et d'investissements privés, au moment de la guerre, ils l'ont, au contraire, développée et l'ont poussée à son maximum. Leur production de guerre a été le surplus de leur production normale de paix.

Ce qui est vrai pour les Etats-Unis, ce qui était vrai hier pour eux, le fut d'une manière plus frappante encore pour le Canada et, dans une certaine mesure, même pour l'Angleterre.

Production stagnante

Certes, nous ne pouvons envisager dans une France touchée par la guerre, et dotée de ressources humaines et naturelles moins considérables, un accroissement de production aussi rapide qu'en Amérique du Nord.

Aucune raison ne nous empêche cependant de suivre la Grande-Bretagne ou la Suède, par exemple.

1950 apparaît comme l'année de la stagnation, voire de la régression en raison d'une politique fiscale, financière et de crédit mal adaptée.

On a vu les commerçants souffrir de la crise de mévente dans un pays qui a besoin de tout.

On a vu (et je regrette que ce rapport, nécessairement général, ne me permette pas de m'étendre davantage sur ce point si important) le monde paysan livré une fois de plus à l'incertitude de prix agricoles qui s'effondrent et qui se trouvent dans un état de dangereuse infériorité pour l'équilibre général, par rapport aux prix industriels.

Bien peu de résultats ont été obtenus (ont-ils été cherchés) pour l'exportation des produits agricoles. Or il est possible de dire que, de la diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs est née une des causes principales des difficultés de la présente année.

Si notre revenu national ne progresse pas d'un tiers environ par rapport au niveau actuel, aucun problème, ni politique ni autre n'est soluble.

Le fait le plus grave de l'année dans laquelle nous vivons, c'est que voilà des mois que le revenu national et la production sont stagnants et même en régression à un niveau médiocre d'une année d'avant-guerre, que rien n'a été fait pour équilibrer le budget sans impôts nouveaux et que rien non plus n'a été fait pour assurer l'expansion de la production française par une réforme de la politique de crédit. (*Applaudissements.*)

Le déficit de la S. N. C. F.

Permettez-moi de dire quelques mots des économies qu'on n'a pas faites. Il y a d'abord les économies sur la dernière des sociétés nationalisées qui soit en déficit : je veux parler de la S.N.C.F. **Cette année, nous aurons à payer un déficit qui dépassera 100 milliards de francs.**

Cent milliards de francs, c'est plus que ne rapporte au Trésor la totalité de l'impôt général sur le revenu !

Nous avons demandé de toutes les manières, croyez-le-bien, que la question soit prise en mains avec vigueur et avec célérité. (Il faut être juste et faire l'éloge de la S.N.C.F., car cette entreprise et son personnel ont une grande valeur technique et son courage s'est montré sans défaut dans toutes les occasions.)

Mais quelles que soient la valeur et le courage d'un grand corps d'Etat comme la S.N.C.F., la France n'est plus assez riche pour faire payer un impôt général sur le revenu à tous ses habitants pour ne pas même couvrir le déficit annuel de cette Société.

Certaines économies de gestion ont déjà été faites, il faut aller beaucoup plus loin. Elles ne permettront de réduire que partiellement le déficit. La véritable question qui se pose est la coordination des différents moyens de transport. Et si l'on a réalisé quelques économies de gestion incontestables, on n'a pas entamé la question de la coordination des moyens de transport. Le déficit de la S.N.C.F. risque, loin de diminuer, d'aller croissant d'année en année.

C'est là un problème dont le parti radical doit demander avec fermeté la solution d'urgence.

Je ne crois pas trahir l'opinion de vos élus en disant que nous sommes peu disposés à voter un impôt quelconque pour couvrir cette sorte de dépenses. (*Applaudissements.*)

Contre les subventions

Nous nous sommes battus aussi sur un autre point : nous avons demandé qu'on supprime toutes les subventions économiques. Savez-vous que l'Etat, donnant une subvention de 1 fr. par kilo de pain environ, dépense pour cela près de 20 milliards par an ? C'est vraiment le type de l'argent jeté par la fenêtre. Nous avons demandé, à la fin de l'année 1949, que l'on supprime cette subvention et aussi plusieurs autres, qui se justifiaient moins encore peut-être. On les a supprimées du budget; mais comme on n'a pas revu le régime du blé, de la farine et du pain, on a fait des subventions de trésorerie. Cela, en fin de compte, a entraîné les mêmes dépenses publiques tant que la politique des subventions a continué. Mais je suis heureux de dire que maintenant notre ami Edgar Faure a pu contribuer vigoureusement, à l'occasion de la nouvelle campagne des céréales, à résoudre cette affaire coûteuse. Je crois savoir que la subvention occulte a disparu et que l'Etat n'aura plus à en supporter la charge. (*Applaudissements.*)

L'affaire de la piastre

Je veux vous donner un troisième exemple des économies à faire et l'exposer en détail, car il a des conséquences poitiques extrêmement graves :

La valeur de la piastre indochinoise par rapport au franc est surévaluée du double. Cela dure depuis des mois. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que toutes nos dépenses payables en Indochine en piastres sont doublées. Si la piastre était à sa valeur, sans diminuer en aucune façon notre effort en Indochine, nous pourrions, pour commencer, économiser une somme que l'on peut estimer entre 20 et 25 milliards de francs par an, et probablement davantage. Je donne un chiffre modéré.

De plus, du fait de cette surévaluation, s'est établi, entre l'Indochine et la métropole, un trafic honteux et criminel, car c'est par ce moyen que s'opère une bonne partie du trafic d'armes du Viet-Minh.

Un dollar américain vaut 350 fr. à Paris. Il faut 700 francs à Saigon. Le transfert des piastres en francs se fait librement.

Vous achetez pour un million de dollars à Paris; vous les envoyez par la poste à Saigon; vous les revendez le double en piastres. Vous changez vos

piastres en francs que vous envoyez en France par la poste. Vous rachetez des dollars à Paris et, ensuite, vous recommencez l'opération.

Je dis que c'est un scandale qui pue jusqu'au ciel. S'il continue, nous perdrons l'Indochine. (*Remous.*)

C'est dans ces conditions qu'on demande à de jeunes Français de verser leur sang. (*Longs remous.*)

1950 : Une année perdue

On ne peut pas dire du point de vue général et du point de vue économique que l'année 1950 ait été une mauvaise année; mais ce qui est grave, à mon sens, c'est que l'année 1950 a été une année perdue. Perdue pour un certain nombre de réformes dans la gestion de l'Etat. Perdue pour assurer l'expansion de l'économie nationale. On a, dans une certaine mesure, repris la politique suivie en 1935 par le gouvernement Laval. Ce genre de politique cumule tous les désavantages : celui de la déflation économique et de l'inflation monétaire. Car, pour couvrir le train de vie de l'Etat avec un revenu insuffisant on ne perçoit jamais assez d'impôts; on est, par conséquent, obligé d'imprimer des billets et de faire de l'inflation (*Applaudissements.*)

Et maintenant, tragiquement, à la suite de l'affaire de Corée, nous sommes obligés de faire face en même temps à tous les problèmes, à des problèmes que nous aurions pu résoudre les uns après les autres. L'année 1951 est ainsi abordée — il ne faut pas se le dissimuler — dans des conditions beaucoup plus difficiles.

Les causes d'inflation sont nombreuses et elles risquent de devenir plus graves encore au cours des mois à venir. Il y a d'abord le déficit probable — dans l'état des renseignements que nous possédons — des finances publiques.

Si nous comptons que l'aide Marshall donnera, en contrepartie, en francs, environ 80 milliards de moins cette année qu'elle n'en a donné l'année dernière; que certains impôts exceptionnels, et parmi ceux-là je veux citer l'impôt le plus stupide que probablement la fiscalité française ait jamais connu : je veux dire l'impôt sur les bénéfices non distribués des sociétés, ont rapporté 50 milliards l'année dernière : nous ne les retrouverons plus cette année.

Les causes inflationnistes :

1. Le déficit du budget 1951

Si nous comptons qu'en l'absence de toute réforme en matière de coordination du rail et de la route le déficit de la S.N.C.F. sera vraisemblablement supérieur, en 1951, de 25 milliards à ce qu'il était en 1950; si nous comptons au moins une centaine de milliards de plus de dépenses militaires, qui nous ont été annoncées; si nous comptons que la dernière tranche du reclassement des fonctionnaires, avec les modalités votées lors de la chute du gouvernement de M. Georges Bidault, coûtera 90 milliards de plus cette année et que diverses autres dépenses, votées également en cette fin de session, coûteront 40 milliards de plus environ, et si nous comptons que le déficit des finances publiques de l'Etat s'avère d'une centaine de milliards en 1950, qui n'ont pas de chance d'être couverts davantage en 1951, il est possible de dire que les finances publiques seront — à moins qu'il n'y ait une réforme profonde d'ici la fin de l'année — que les finances publiques, dis-je, seront en déficit l'année prochaine d'un chiffre qui a été souvent cité et qui n'est, par conséquent, pas original, d'une somme d'environ 500 milliards. Ce déficit est une source d'inflation.

2. Le régime des salaires et de la Sécurité Sociale

Mais il y a une autre cause d'inflation permanente : c'est le régime des salaires et de la Sécurité sociale. Car, lorsque, du fait des lois sociales, un tiers du salaire des ouvriers se trouve différé et distribué selon d'autres critères, il est fatal que dans le pays où une telle chose se passe la pression soit constante pour l'augmentation des salaires individuels, qu'elle soit plus forte que dans les pays où la part du salaire direct et individuel est plus élevé.

3. L'armement

Une autre cause d'inflation réside dans la fabrication des armements. Car, fabriquer des armements, c'est au point de vue économique pour le pays

comme si on déplaçait des tas de sable à longueur de journée. Si vous retirez des ouvriers du secteur de la production utile pour les employer à fabriquer des armements, vous augmentez leur revenu nominal, mais vous diminuez la part de la production nationale donc vous créez une source d'inflation.

4. Hausse mondiale des matières premières

Vous avez enfin un facteur qui ne dépend pas de nous et qui est la hausse générale du prix des grandes matières premières mondiales : la laine, le coton, le caoutchouc, les métaux non ferreux, qui sont en train de doubler.

Nécessité de nouvelles économies : L'Etat doit donner l'exemple

Tout cela nous fait aborder 1951 dans des conditions que nous ne devons pas cacher comme étant très difficiles.

C'est pourquoi — et ceci sera mon premier ordre de conclusion — **le parti doit affirmer la nécessité croissante de faire, par tous les moyens et dans tous les ordres de dépenses qu'assume l'Etat, des économies.**

Parmi celles-ci j'ai déjà cité : la coordination des transports, règlement de l'affaire de la piastre indochinoise, suppression des subventions, et enfin des économies administratives auxquelles Edgar Faure s'attache et au moyen desquelles il a déjà arraché, les uns après les autres, des millions. Ce n'est pas là une tâche facile, et pourtant il l'a faite.

Nous devons, quant à nous, plus que jamais obtenir que l'Etat donne lui-même l'exemple, le bon exemple, des économies, afin que nous abordions l'année 1951, dans toute la mesure du possible dans des conditions moins défavorables. (*Applaudissements.*)

Et voici mon deuxième ordre de conclusion : **nous voulons que l'Etat tourne radicalement le dos à la politique financière qu'il a faite jusqu'à présent. En matière d'investissements, nous voulons que l'Etat fasse une politique d'expansion économique** et, s'il y a une option à faire, l'option doit être faite en faveur du développement de la production, car c'est à partir de cette production accrue que le rendement fiscal augmentera sans peser plus lourd sur chacun.

Et, à ce sujet, nous pensons qu'il serait bon, notamment, de définir un régime fiscal de faveur pour les entreprises qui investissent. Nous pensons, bien entendu, qu'il ne faut, en aucune manière, reconduire des impôts dans le genre de celui sur les bénéfices non distribués des sociétés, car ces bénéfices, c'était de l'épargne qui aurait pu servir des investissements. (*Applaudissements.*)

Nouveau régime pour le Crédit National

Nous pensons, enfin, que le régime du Crédit National doit être entièrement revu et qu'il est véritablement extraordinaire que cet Institut, qui fait des prêts avec les fonds de l'aide Marshall ne puisse les prêter aux industriels français qu'à un taux et dans des conditions véritablement usuraires.

Nous voulons un renversement de la politique du crédit. (*Applaudissements.*)

Enfin, nous pensons qu'aussi longtemps que l'agriculture continuera à être la parente pauvre en matière d'équipement, aussi longtemps que, par une organisation administrative désuète, centralisée jusqu'à la caricature, les crédits alloués ne pourront même pas être dépensés, il sera illusoire d'attendre un développement harmonieux de l'économie nationale. **Une agriculture à la traîne tire en arrière toutes les autres activités.** (*Applaudissements.*)

Problèmes internationaux

Permettez-moi maintenant, mesdames et citoyens, en m'excusant de la longueur de cet exposé, d'aborder le troisième point de mon rapport.

La thèse française de la défense de l'Europe

J'estime que **le parti radical devrait soutenir de toutes les manières les initiatives que le gouvernement de la France peut prendre pour assurer l'intégration de la France dans un système commun de défense et la création d'un large espace économique.** J'ai lu avec soin ce qui nous a été donné des mémorandums français aux Etats-Unis et à l'Angleterre sur la manière dont la France concevait la défense de son territoire et la défense de

l'Europe occidentale. Certaines interprétations ont laissé croire qu'il s'agissait en quelque sorte d'une défense conditionnelle, que nous défendrions le territoire français dans la mesure où on voudrait bien nous garantir notre niveau de vie.

Il faut que nous nous élevions contre de semblables interprétations. Il est impensable qu'elles puissent venir de bouches et d'esprits français et je suis persuadé que jamais le gouvernement de la France n'a pensé que la défense de son sol pouvait être conditionnelle. En tout cas aucun de vos élus ne soutiendrait un seul instant un gouvernement qui prendrait une pareille atitude. (*Applaudissements.*)

Ce n'est donc pas là ce qu'a dit le gouvernement français; mais il a dit — ce qui est juste — que la défense du territoire français et de l'Europe occidentale ne peut, pour être efficace, que faire l'objet d'une défense commune et que, notamment, dans le domaine économique, cette défense commune devrait revêtir ses aspects précis et concrets.

Bureau d'achat en commun de matières premières

J'ai cité tout à l'heure, comme cause grave d'inflation, la hausse mondiale des matières premières. Je crois qu'il faut que nous disions que des bureaux d'achats communs entre tous les pays doivent être créés, avec un acheteur unique, comme cela existait pendant la guerre, de manière à empêcher cette hausse, qui, sans cela, ne pourrait que s'accentuer.

Car la plupart de ces matières premières viennent de marchés qui sont des marchés amis : le caoutchouc de Malaisie, la laine d'Australie, le cuivre du Congo. Or, nous assistons à une concurrence farouche entre la Russie soviétique et les autres pays. Il est véritablement incroyable que nous mettions ainsi aux enchères, sans contrôle, à notre détriment et vis-à-vis d'un adversaire éventuel, des matières premières qui viennent de chez nous et que nous produisons sur nos territoires.

La France doit donc se faire l'avocat de la création de ces bureaux d'achat en commun de toutes les grandes matières premières afin d'en stabiliser les cours et d'en contrôler la destination. (*Applaudissements.*)

Contre le trafic de certains produits industriels

Il y a, d'autre part, actuellement, un véritable trafic de produits industriels qui, certes, ne sont pas des canons ou des tanks, mais qui servent à faire des canons et des tanks : je veux parler des roulements à billes et de bien d'autres fabrications de haute précision. Or, il est connu et patent, maintenant qu'à travers un certain nombre de pays et un certain nombre d'intermédiaires, la Russie soviétique achète ce matériel, fabriqué dans nos pays, pour nous les renvoyer éventuellement ensuite sur la figure, sous d'autres formes.

Je dirai que notre politique doit être de dire à ces gens qu'il ne faut plus qu'ils travaillent durant la semaine pour les Etats totalitaires, tout en allant prier Dieu, le dimanche, pour la victoire des démocraties, et que la France doit se faire l'avocat du contrôle et, éventuelement, de la mise en quarantaine de tous ceux qui contribuent ainsi directement à acroître la puissance militaire de notre adversaire commun. (*Applaudissements.*)

Voilà sur quoi la politique du parti radical doit soutenir le gouvernement dans toutes les initiatives qu'il prendra dans le domaine de la défense.

Pour l'espace économique européen

Il faut aussi que nous le soutenions dans toutes les initiatives qui permettront de créer un large espace économique européen.

De tout ce que je viens de vous dire, je crois que chacun peut conclure qu'il n'y a pas de solution véritable aux problèmes qui se posent à nous à l'échelon purement national, qu'il **s'agisse de la production, de la défense de la monnaie, ou de la défense nationale. Tous ces problèmes doivent être résolus, au minimum dans le cadre européen.**

La France s'est, heureusement, toujours fait l'écho et l'avocat de toutes les propositions qui permettraient de créer un large espace économique et plus particulièrement, tout récemment encore, le ministre français des Affaires étrangères a fait une proposition de pool des ressources en charbon et acier.

Paul Bastid et moi-même avons l'honneur de représenter le groupe radical de l'Assemblée nationale au Conseil de l'Europe.

Nous avons été en mesure de nous rendre compte, et parfois de nous étonner, des réactions que provoquaient chez nos collègues européens cette proposition.

Je croyais que les socialistes constituaient la IIe Internationale. Or, je me suis rendu compte que si, sans aucun doute, un certain nombre de socialistes français sont partisans de cette solution internationale, il n'en est pas de même des députés socialistes de bien d'autres pays; ils ont même affirmé avec netteté leur hostilité au projet français. Or, ce sont les mêmes qui disaient que l'Europe serait socialiste ou qu'elle ne serait pas. Eh bien ! je vous dis, après cela, que si l'Europe doit être un jour socialiste, nous avons tous des chances de quitter la terre avant de la voir réalisée; car, qu'il s'agisse du parti socialiste anglais ou des partis socialistes scandinaves, la leçon de la deuxième session du Conseil de l'Europe c'est que ces partis, qui sont le reflet exact de l'opinion de leurs gouvernements, sont absolument hostiles à toute solution qui pourrait amener, dans des délais raisonnables, la création d'une Europe unie sur le plan économique, et encore moins sur le plan politique. Leur hostilité est totale, complète, farouche, à *la proposition française d'un pool du charbon et de l'acier.*

Or, mesdames et citoyens, dans mon rapport, comment ne pas donner une opinion sur cette proposition ?

Je crois que *c'est la première proposition concrète et constructive pour résoudre le problème européen et plus particulièrement cette sorte de guerre civile permanente que se livrent la France et l'Allemagne.* (*Applaudissements.*)

On a formulé des critiques à son aspect économique. Je l'ai étudié du mieux que j'ai pu; ma conclusion est que la France n'a rien à y perdre.

Si quelques mines de charbon très pauvres et d'un prix de revient très élevé qui existent en France doivent cesser leur production, il faut remarquer qu'en état normal l'abondance, avec ou sans marché unique franco-allemand, ces mines cessent de produire ou ralentissent considérablement l'extraction. De même, si la pénurie de charbon reparaissait, avec ou sans le pool, on remettrait ces mines en exploitation.

Par contre, en ce qui concerne l'acier, la proposition que nous avons faite et qui semble emporter l'accord des Allemands nous procure un avantage que nous n'avions jamais eu : l'égalité des chances dans la concurrence.

Le charbon et le coke allemand, dont nous avons beaucoup plus besoin pour notre sidérurgie que l'Allemagne n'a besoin de minerai de fer lorrain contrairement à ce que beaucoup de gens répètent (le minerai lorrain représente 5 % du minerai utilisé en Allemagne) nous sont vendus 30 à 40 % plus cher qu'ils ne sont vendus au producteur allemand. De plus, l'Allemagne pratique traditionnellement les prix discriminatoires sur les produits sidérurgiques vendus à l'étranger. De là, depuis que la production allemande a repris, de nombreux et importants marchés en Amérique du Sud et en Asie qui nous sont enlevés à des prix que ni les Anglais, ni nous-mêmes ne pouvons combattre.

Le pool du charbon et de l'acier, c'est l'égalité dans la concurrence et la fin du dumping, c'est pourquoi je ne crains pas d'affirmer que la France y trouvera un très grand avantage. (*Applaudissements.*)

J'ajoute que si le pool réussit, c'est la porte ouverte à la création d'autres marchés uniques en Europe continentale. Il ne vous échappe pas que nous aurions grand intérêt, pour la prospérité de notre agriculture, à un tel marché avec l'Allemagne industrielle de l'Ouest et avec la Belgique. L'Europe se fera plus rapidement, en l'état actuel des opinions, par la juxtaposition de telles mesures que par la construction d'une grande machine politique fédérale, que je souhaite ardemment mais pour laquelle je suis obligé de constater que la moitié des pays européens ne sont pas prêts.

Quant à ceux qui nous disent : vous allez faire du dirigisme international, je ne pense pas que cela soit vrai. Il y aura, évidemment, des mesures de transition à prendre pour l'évolution des industries en fonction de la création de ce marché commun, mais quand on me parle de dirigisme je dis : « Et les cartels internationaux, ce n'est pas du dirigisme ? et le comptoir sidérurgique, ce n'est pas du dirigisme ? » Le domaine de la sidérurgie est le domaine le plus dirigé du monde, on ne peut aboutir qu'à un résultat: c'est de le faire moins dirigiste et par conséquent, je ne crois pas que cette objection tienne.

Mais quels que soient les avantages économiques que nous puissions retirer de ce pool, je crois qu'ils sont dépassés, et de loin, par les avantages politiques.

Le grave problème de l'Allemagne occidentale

Il se pose un grave problème en Europe : c'est de savoir de quel côté va tomber l'Allemagne occidentale. L'Allemagne occidentale est un pays qui comprend actuellement près de 50 millions d'habitants, qui produit 120 millions de tonnes de charbon et qui est capable de produire 15 millions de tonnes d'acier. L'Allemagne occidentale est un pays qui possède parmi les meilleurs ingénieurs et les meilleurs ouvriers du monde. C'est un lieu de haute pression en Europe. Or ce lieu de haute pression est actuellement dans un état de disponibilité intellectuelle et politique que nous ne lui avons jamais connu depuis le traité de Westphalie, car une grande partie de ce qui formait ses cadres, et qui mettait, selon l'expression hitlérienne : « Le peuple en forme », est en fuite ou est morte en Russie, ou a été déportée en Russie ou est emprisonnée à la suite des procès de dénazification. Ce pays est coupé en deux et ne se voit d'autre avenir que l'intégration dans une communauté plus large.

Si la France joue perdant, elle perdra et alors je ne veux pas savoir de quel côté tombera l'Allemagne occidentale. Mais n'oublions pas qu'à maintes reprises et dans des circonstances graves, on a vu, au-dessus des régimes politiques et d'une manière soudaine, se faire une alliance de la Russie et de l'Allemagne... C'était même l'une des idées fondamentales de la politique de Bismarck.

Si, au contraire, nous jouons gagnant, si nous jouons la confiance en nous — confiance que nous avons le droit d'avoir — alors nous pouvons, non seulement faire que cette Allemagne occidentale tombe du côté de l'Occident, du côté de la civilisation; mais nous pouvons faire surtout que soit réglée l'affreuse mésentente franco-allemande, qui semble éternelle et qui n'a pris sa forme agressive que depuis moins d'un siècle.

Le problème est grave et méritera de plus amples développements. Mais je pense que les considérations que je viens de donner suffisent à faire comprendre l'importance et les répercussions du pool du charbon et de l'acier. (*Applaudissements.*)

Une Europe " libérale "

Mon troisième ordre de conclusion est qu'il faut que le parti radical soutienne de toutes ses forces toutes les initiatives qui tendront à créer un large système de défense commune. Après tout, pourquoi l'Europe ne serait-elle pas libérale ? C'est ce à quoi nous devons travailler et c'est ce à quoi, je crois, vos élus doivent s'employer de toutes leurs forces.

Ainsi, défendre la monnaie, assurer l'expansion de l'économie française; contribuer de toutes nos forces à la création de l'unité européenne, voilà, je crois, un programme digne de notre grand parti.

C'est celui que nous devons défendre dans ces temps qui sont durs mais qui sont passionnants. Je me rappelle ce qu'écrivait Péguy, qui est mort d'une manière symbolique avec une balle en plein front, dans les premiers jours de 1914. Il disait : « *Dans l'histoire du monde, il y a des époques et il y a les périodes. Les périodes, ce n'est rien, c'est ce qu'il y a entre les époques !* » Nous avons le danger, mais la chance, de vivre dans une époque, et dans une grande époque de l'histoire du monde et je le dis moi qui, avec tous ceux de mon âge, n'a connu que le désespoir de la Patrie et parfois sa honte, je dis que maintenant nous ne devons pas désespérer, que jamais nous ne devons désespérer de ce pays dont un Allemand — Keyserling, disait qu'il était le sel de la terre, car c'était celui qui dans l'époque apparemment anarchique où nous vivons apporterait en fin de compte au monde ce qu'il appelait « les heureuses formules définitives » pour le monde de demain comme la Grèce les avait apportées pour le monde antique.

Oui, mesdames et citoyens, il faut que nous le voulions tous ; que la France continue à semer dans la lumière du jour cette poudre d'or qu'elle a toujours semée et qui fait les choses plus belles. Je suis sûr que, marchant de ce pas, les fleurs naîtront sur notre marche.

(*Tous les délégués, debout, applaudissent chaleureusement.*)

Société Nationale des Entreprises de Presse
IMPRIMERIE CHATEAUDUN - 59-61, rue La Fayette, Paris (9e)

Coll. 46 195